

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Ferme Eolienne de Massay II

1 rue des Arquebusiers
67000 Strasbourg

Références : -
Code AIOT : 0010011452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement Ferme Eolienne de Massay II implanté lieu-dit Marge Martin 18120 Massay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme Eolienne de Massay II
- lieu-dit Marge Martin 18120 Massay
- Code AIOT : 0010011452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 5 décembre 2013, la société Ferme Eolienne de Massay 2 SAS a été autorisée à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Massay. Le parc représente une puissance totale installée de 24,15 MW, il est composé de :

- 7 aérogénérateurs identifiés E1 à E7 présentant les caractéristiques suivantes :
 - Puissance unitaire maximale de 3,45 MW ;
 - Hauteur maximale de mât de 119 m ;
 - Diamètre de rotor maximal de 112 m ;
 - Hauteur totale maximale en bout de pale de 175 m ;
- Un poste de livraison électrique.

La société Volkswind est en charge du suivi de l'exploitation et la maintenance est principalement effectuée par Vestas.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Langue des documents	Arrêté Ministériel du 22/08/2001, article 2.3.-I.	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
2	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
5	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	Sans objet
6	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	Sans objet
7	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	Sans objet
8	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
9	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
10	Biodiversité	AP Complémentaire du 11/06/2020, article 2	Sans objet
11	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
12	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
13	Panneau et	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	identification mât	article 14	
14	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le plan de prévention du parc éolien de Massay II du 16/01/2026.</p> <p>La maintenance du parc est réalisée par Vestas et ses sous-traitants.</p> <p>Le plan de prévention du parc, qui contient les procédures à suivre en cas d'urgence, est transmis à Vestas. Ce plan de prévention est ensuite transmis par Vestas à chaque membre de leur personnel ou de leurs sous-traitants qui sont amenés à intervenir sur le site pour qu'ils puissent en prendre connaissance et l'émarger.</p> <p>Vestas fournit à l'exploitant un fichier qui contient les habilitations des membres de son personnel. Avant chaque intervention sur site, l'exploitant est prévenu et vérifie les habilitations des personnes impliquées.</p>

L'exploitant n'a pas encore réalisé d'exercice d'entraînement sur le parc éolien de Massay II. Cependant, des exercices sont réalisés régulièrement sur les parcs de l'exploitant, à tour de rôle.

Vu le registre consignant l'ensemble des exercices ayant été réalisés sur les parcs de l'exploitant. Aucun exercice n'a encore été réalisé dans le Cher, le parc de Massay II étant le seul parc de l'exploitant dans ce département. Toutefois, quelle que soit la localisation des parcs sur lesquels ont lieu les exercices, le centre d'astreinte contacté est le même et c'est bien le centre de supervision de l'exploitant qui déroule ensuite fictivement les procédures d'urgence à mettre en place à distance.

Vu le compte-rendu d'un exercice de simulation d'incendie sur le parc de Lusseray (dans les Deux-Sèvres) du 17/10/2025 qui reprend notamment le déroulé de l'exercice ainsi que les éventuels points positifs ou négatifs identifiés et les voies d'amélioration à envisager.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

<p>Vu les différentes fiches créées par l'ingénieure QHSE regroupant l'ensemble des consignes de sécurités attendues.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Langue des documents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/08/2001, article 2.3.-I.</p>
<p>Thème(s) : Autre, Langue des documents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une partie des rapports de maintenance des éoliennes est rédigée en anglais.</p> <p>Constat : l'ensemble des rapports de contrôle des installations n'est pas disponible en version française.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Vu le registre de maintenance avec les opérations de maintenances effectuées ainsi que les dates associées.

Pour ce qui est du suivi des défaillances, si une défaillance est constatée suite à une intervention, Vestas crée un ticket que l'exploitant va recevoir. L'exploitant vérifie ensuite d'une année sur l'autre si les défaillances relevées ont fait l'objet d'actions correctives. L'exploitant procède à un suivi plus rapproché dans le cas de défaillances notables.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, Tests arrêts

Prescription contrôlée :

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Vu les rapports Check ICPE Electrical réalisés par Vestas pour les éoliennes E4 et E7, datés respectivement du 26/11/2025 et du 09/12/2025, en particulier les points concernant les tests de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse.

Les précédents tests pour E4 et E7 ont été réalisés respectivement le 12/12/2024 et le 02/01/2025.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles brides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les rapports d'intervention de serrage réalisés par Coverwind pour E4 et E7 respectivement en date du 28/11/2023 et du 13/07/2024.</p> <p>Vu les rapports Service 9 year réalisés par Vestas pour les éoliennes E4 et E7 respectivement en date du 25/11/2025 et du 08/12/2025, et notamment le point portant sur le contrôle visuel du mât et des brides de fixations.</p> <p>Un contrôle visuel de l'ensemble des brides est effectué annuellement. Un contrôle du serrage de 10 % des brides par éléments d'éolienne (mât, pales, etc.) est réalisé à minima tous les 3 ans. Si plus de 10 % des brides sont relâchées sur un élément de l'éolienne, alors l'ensemble des brides de cet élément est resserré.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles visuels pales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>

Constats :

Vu les rapports de contrôle visuel des pales par drone, réalisés par Vestas pour les éoliennes E4 et E7 en date du 29/01/2026.

Le contrôle précédent a eu lieu le 06/08/2025.

Seuls des défauts de catégorie 1 et 2 ont été relevés sur les pales des deux éoliennes, ce qui correspond respectivement à des défauts cosmétiques et mineurs (pas d'impact sur l'intégrité fonctionnelle de la pale). Selon les recommandations Vestas, aucune action n'est nécessaire.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

Vu la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS) qui reprend l'ensemble des éléments attendus.

Vu les rapports Check ICPE Electrical réalisés par Vestas pour les éoliennes E4 et E7, datés respectivement du 26/11/2025 et du 09/12/2025.

Les précédents tests pour E4 et E7 ont été réalisés respectivement le 12/12/2024 et le 02/01/2025.

Vu les rapports Service 9 year réalisés par Vestas pour les éoliennes E4 et E7 respectivement en date du 25/11/2025 et du 08/12/2025.

Les précédents tests pour E4 et E7 ont été réalisés respectivement le 09/12/2024 et le 30/12/2024.

L'ensemble des SIS est vérifié pendant les contrôles cités ci-dessus.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité
Prescription contrôlée : IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Vu le registre reprenant la liste des systèmes instrumentés de sécurité ainsi que l'ensemble des contrôles réalisés sur ces derniers. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/06/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage
Prescription contrôlée : Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle d'au moins un des aérogénérateurs du parc de Massay 2 : 1/ du 1er août au 31 octobre inclus : - et en cas de vitesse de vent inférieure à 6 m/s ; - et en l'absence de pluie ; - et en cas de température supérieure à 10°C ; le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès le coucher du soleil et sur la nuit entière. La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Vu les paramètres entrés dans le logiciel de bridage.

<p>Vu le logiciel de suivi des éoliennes qui montre des arrêts ponctuels de l'éolienne E7 durant les nuits allant du 03/08/2025 au 11/08/2025, en période de bridage lorsque les critères sont atteints.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Voies d'accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les chemins d'accès aux éoliennes E4 et E5 sont carrossables et permettent l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces accès ainsi que les plateformes situées aux pieds des éoliennes E4 et E5 sont entretenus.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Sécurité des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès aérogénérateur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès intérieurs de chaque aérogénérateur et du poste de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage public
Prescription contrôlée : <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : <p>Vu les consignes au niveau des aérogénérateurs E4 et E5 ainsi que du poste de livraison.</p> <p>Les aérogénérateurs E4 et E5 sont bien identifiés par un numéro lisible sur leur mât.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Intérieur aérogénérateur
Prescription contrôlée : <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
Constats : <p>L'intérieur des aérogénérateurs E4 et E5 est maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé à l'intérieur.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu la présence d'extincteurs en pied des aérogénérateurs E4 et E5 ainsi que dans le poste de livraison. Les extincteurs ont été contrôlés en novembre 2025.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite